

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 17 novembre 2015

Direction de la police et des affaires militaires

11 2015.RRGR.878 Motion 224-2015 UDC (Knutti, Weissenburg) Gérer correctement les charges et les coûts de l'asile

N° de l'intervention: 224-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 07.09.2015
Déposée par: UDC (Knutti, Weissenburg) (porte-parole)
Cosignataires: 0
Urgence: accordée le 09.09.2015
N° d'ACE: 1289/2015 du 28 octobre 2015
Direction: POM

Gérer correctement les charges et les coûts de l'asile

Le Conseil-exécutif est chargé de faire pression auprès de la Confédération pour que :

- a) les personnes admises provisoirement et les réfugiés et réfugiées soient répartis dans les cantons selon une clé de répartition paritaire et que la capacité d'intégration (nombre d'habitants, proportion d'étrangers, situation du logement et emploi) soit prise en compte ;
- b) la Confédération assume toutes les charges de l'asile, coûts subséquents et à long terme inclus.

Développement :

Le canton de Berne doit actuellement trouver de nouveaux hébergements chaque semaine. A ce qu'on dit, Berne accueille proportionnellement plus de requérants et requérantes d'asile que d'autres cantons, ce qui constitue un véritable défi pour les communes et le canton. Ce sont surtout les coûts subséquents qui devraient peser dans le budget ; il faudra encore piocher dans la caisse cantonale, déjà mise à mal. Il est particulièrement choquant que le canton subisse les conséquences de l'inaction de la Confédération, c'est-à-dire de la non-application des accords de Schengen/Dublin et du non-renvoi des faux réfugiés. Il est grand temps que le canton laisse entendre à la Confédération que ça suffit comme ça.

Réponse du Conseil-exécutif

À l'issue de la restructuration du domaine de l'asile planifiée au niveau national, la majorité des demandes d'asile seront traitées de manière centralisée au sein d'infrastructures fédérales situées dans six régions distinctes. L'une d'elles se recoupe avec le canton de Berne, qui accueillera un centre fédéral de procédure et au minimum un centre fédéral de départ. La première audition des personnes relevant du domaine de l'asile ainsi que le tri des demandes d'asile auront lieu dans les centres fédéraux, ce qui signifie que seules les personnes relevant du domaine de l'asile soumises à «une procédure élargie» seront attribuées aux cantons, chargés de les encadrer et de les héberger. Ces personnes sont plus susceptibles de se voir reconnaître le statut de réfugié ou de bénéficier d'une admission provisoire et, à ce titre, de pouvoir rester en Suisse. Les personnes relevant du domaine de l'asile soumises à une procédure accélérée et les «cas-Dublin» resteront dans les centres fédéraux jusqu'à l'entrée en force de la décision négative. À l'avenir, un renvoi sera exécuté directement depuis le centre de départ, par les autorités du canton où celui-ci est situé.

Au vu de cette évolution, le Conseil-exécutif procède à une restructuration stratégique de l'asile sur le plan cantonal, dont la mise en œuvre commencera en 2019. Le 11 février 2015, il a décidé qu'il convenait de suivre l'orientation stratégique intitulée «Intégration par la Direction de la santé et de la prévoyance sociale dès le début et conduite rapide et efficace des procédures par la Direction de la police et des affaires militaires». En date du 9 septembre 2015, il a donc chargé ces deux directions

de mettre en œuvre le projet «Restructuration du domaine de l'asile dans le canton de Berne» (NA-BE). Pour plus de précisions, le Conseil-exécutif renvoie à sa réponse au point 1 de la motion 101-2015 Seiler.

Dans la foulée du projet de loi fédérale lié à la restructuration du domaine de l'asile, le Conseil-exécutif a fait part de ses attentes et de ses exigences – notamment en matière d'augmentation des indemnités pour la sécurité, l'hébergement particulier et l'encadrement – à la délégation bernoise aux Chambres fédérales. Les intérêts du canton de Berne étant ainsi représentés et vu l'avancement des débats, une intervention supplémentaire du Conseil-exécutif n'est pour l'heure ni nécessaire ni pertinente.

1. a) À titre de complément, le Conseil-exécutif souligne qu'une répartition paritaire des personnes admises à titre provisoire et des réfugiés dès le moment de leur admission n'est pas applicable en pratique. En effet, la décision portant sur la reconnaissance du statut de réfugié ou sur l'admission à titre provisoire est prise par le Secrétariat d'État aux migrations. Les décisions étant ainsi prononcées en principe après l'attribution, une clé paritaire ne peut pas être appliquée lors de la répartition des personnes concernées.

Il convient également de rappeler que les réfugiés reconnus peuvent en outre prétendre à une autorisation de séjour, qui leur accorde une mobilité illimitée sur le territoire suisse. Ils choisissent ainsi librement leur lieu de domicile, ce qui empêche toute répartition.

1. b) Les tâches relevant du domaine de l'asile sont exécutées conjointement par la Confédération, les cantons et les communes. Les demandes d'asile sont évaluées par l'autorité fédérale, l'exécution des décisions incombant aux cantons. La Confédération verse aux cantons un forfait pour l'aide sociale en matière d'asile, un forfait administratif ainsi que, le cas échéant, un forfait pour l'aide d'urgence. Les autres coûts doivent être supportés par les cantons. L'adaptation de ce mécanisme n'est ni souhaitable ni opportun compte tenu de la révision en cours. Le Conseil-exécutif est déjà intervenu au niveau fédéral afin d'obtenir une indemnisation plus importante, qui permette de couvrir les frais.

En résumé, le Conseil-exécutif conclut qu'une adaptation de la clé de répartition dans les termes souhaités par la présente motion n'est pas applicable et qu'une intervention auprès de la Confédération est inutile. Il n'est en outre pas disposé à se désengager des tâches conjointes découlant du domaine de l'asile.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Le président. Der Regierungsrat lehnt die Motion ab. Wir führen eine freie Debatte. Für die SVP-Fraktion hat Herr Grossrat Knutti das Wort.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Ich wäre dann froh, wenn der Präsident bei anderen Sprechern auch ein bisschen spitzfindiger wäre, und nicht nur bei denjenigen, deren Köpfe ihm vielleicht nicht so passen.

Le président. Das war ein Vorwurf an mich. Das hängt einzig von Ihrem Verhalten ab. Sie dürfen fortfahren. (*Hilarité*)

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Merci, Herr Präsident. Die Kantone sind momentan vor sehr grosse Herausforderungen gestellt. Sie müssen sich tagtäglich auf die neue Situation einstellen. Wie bereits gestern gesagt wurde, haben wir momentan ein Führungsproblem mit den sehr grossen Asylströmen in unser Land. Anstatt das Problem bei den Wurzeln zu packen, werden die Einwanderer nach wie vor verwaltet und einfach vom Bund den Kantonen zugewiesen. Der Bundesrat hat sogar ohne Rechtsgrundlage beschlossen, sich am Umverteilungsprogramm der Asylsuchenden der EU zu beteiligen und will in den nächsten zwei Jahren bis zu 6000 Asylsuchende aufnehmen. Und wer wird die Suppe auszulöffeln haben? Das werden die Kantone und Gemeinden sein. Diesem Unbehagen muss dringend der Riegel geschoben werden. Es kann und darf nicht sein, dass wegen der Nicht-Durchsetzung des Dublin-Abkommens und der Nicht-Wegweisung unechter Flüchtlinge die Kantone und Gemeinden in eine echte Notsituation geraten. Im Verhältnis zur Bevölkerung hat die Schweiz bereits seit mehreren Monaten mehr Asylgesuche zu verzeichnen als beispielsweise Deutschland: 43 000 bei zehnmal mehr Einwohnern und fünfzehnmal grösserer Siedlungsfläche. Wir tragen somit auch die Folgen eines totalen Versagens

der Asyl- und Migrationspolitik der EU.

Noch vor kurzem hat eine Sprecherin des Staatssekretariats für Migration gesagt: «Wir haben noch Platz für all die Leute, die noch kommen wollen.» Ich möchte vom Regierungsrat noch wissen, ob es wahr ist, dass in den ersten zehn Tagen im November wirklich täglich 330 Migranten zu uns gekommen sind. Die neue Strukturierung des Asylbereichs auf Bundesebene, wo die meisten Asylgesuche in Bundeszentren bearbeitet werden, ist für mich unbestritten. Wir können jetzt aber nicht warten und hoffen, bis 2019 mit der Umsetzung begonnen wird. Bei der momentanen Entwicklung ist es unumgänglich, beim Bund zu intervenieren und eine kostendeckende Abgeltung zu verlangen, wie das der Regierungsrat auch schon versucht hat. Es kann nicht schaden, wenn man es noch einmal versucht. Wir sind der Meinung, dass der Regierungsrat die genannten Probleme beim Bund noch einmal klar deponieren sollte und deshalb bitte ich Sie, den Vorstoss zu unterstützen.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Beim vorliegenden Vorstoss geht es um eine Standesinitiative, und diese ist wahrscheinlich hier völlig auf der falschen Stufe. Das Anliegen wird auf Bundesebene geprüft; eine Reform ist im Gang. Ich möchte nur etwas zu den Quoten sagen. Wenn wir flächendeckende Ausländerquoten anwenden möchten – und zwar überall –, dann fällt auf, dass die Gemeinden gerade zum Beispiel im Simmental mit einem sehr kleinen Ausländeranteil massiv belastet würden. Wir haben die Gemeinde Därstetten betrachtet. Die Gemeinde hat weniger als fünf Prozent. Im Schnitt haben wir etwa zwanzig Prozent. Da käme ein massiver Schub gerade auf die Gemeinden des Simmentals zu. Die Antwort der Regierung ist klar dargelegt. Die glp lehnt das Ansinnen, das wahrscheinlich auch noch Nachwehen der Wahlen darstellt, einstimmig ab.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Männer, Frauen, Kinder und Betagte sind auf der Flucht. Ein Teil davon verliert sein Leben in den offenen Meeren. Wer es schafft, landet an den Küsten. Anstatt unsere humanitäre Seite zu zeigen und diese Menschen vor dem drohenden Erfrieren und vor Krankheiten zu schützen, wird gerechnet. Es werden Erbsen gezählt und es wird gerechnet, ob der Kanton Bern in Vergleich zu den anderen Kantonen schon mehr Schutzsuchende aufgenommen hat. Ob im Kanton Bern mehr vorläufig aufgenommene oder anerkannte Flüchtlinge leben, weiss ich nicht. Es kann sein; vielleicht hat der Kanton Bern aber auch weniger vorläufig aufgenommene oder anerkannte Flüchtlinge als andere Kantone. Das zeigt doch, dass gewisse Kolleginnen und Kollegen die Orientierung verloren haben, in dem Mass, wie sie nicht einmal prüfen, ob ihre Forderungen überhaupt möglich sind. In der Regel wird ein Asylentscheid gefällt, nachdem die Asylsuchenden in die Kantone verteilt wurden. Die Entscheide der Schweiz betreffend die Eigenschaften der Flüchtlinge werden ja nicht in Griechenland getroffen. Wie kommt es dann, dass Asylsuchende, die seit Jahren in einem Kanton in einer Gemeinde leben und mit einem Entscheid den Status des vorläufig aufgenommenen oder anerkannten Flüchtlings erhalten, auf einen anderen Kanton umverteilt werden?

Auch die Forderung, dass sämtliche Lasten des Asylwesens vom Bund übernommen werden sollen, sollte abgelehnt werden. Es gab in dieser Sache viele Anstrengungen. Wir haben das auch gestern diskutiert. Wir müssen uns vor allem dafür einsetzen, dass die Menschen im Asylwesen in den Arbeitsmarkt integriert werden und mit ihren Steuergeldern die Staatskasse aufbessern können. Abgesehen davon gehört auch die Bundeskasse uns und wird durch unsere Abgaben finanziert. Die grüne Fraktion wird den Vorstoss ablehnen.

Hubert Klopfenstein, Biel/Bienne (PLR). Werter Grossrat Knutti, bei allem Verständnis für das Anliegen folgen wir hier aus rechtlichen Überlegungen der Regierung. Der Vorstoss hat schon ein wenig den Charakter einer Standesinitiative. Das Anliegen geht zumindest in diese Richtung. Ziffer 1 Buchstabe a wurde zufriedenstellend beantwortet. Da können wir nicht viel ändern. Allerdings haben wir natürlich ein gewisses Verständnis bei Ziffer 1 Buchstabe b. Effektiv kann man sagen und behaupten, der Bund sei verantwortlich für das Asylwesen und solle die Kosten übernehmen. Dies insbesondere wenn man kürzlich in der liberalen NZZ und andernorts lesen konnte, der Bundesrat veranstalte gefährliche Sololäufe. Er mache sogar mehr, als die EU verlange und hole die Flüchtlinge praktisch einladend ins Land; dies sei eine sehr gefährliche Politik. Damit habe ich auch Mühe, und eigentlich sollte der Bund die Kosten dafür tragen. Leider ist es so, Kollege Knutti, dass wir im Asylwesen eine Verbundaufgabe haben, bei der ganz klar alles verteilt wird. Das ist wie bei der Sozialhilfe, und deshalb können wir das hier mit einem einzelnen Vorstoss auf dieser Ebene nicht so lösen. Aber wir haben ja jetzt genügend Vertreter im Bundesparlament, sodass man

allenfalls diese Verbundaufgabe wird lösen können. In der Tat kann man sich fragen: Wenn natürlich die Damen und Herren Bundesräte noch mehr machen als die EU, dann könnte man sich wohl überlegen, ob nicht der Bund die ganze Last übernehmen soll. Emotional zumindest sind wir auf der Seite von Herrn Knutti, aber rein rechtlich müssen wir den Vorstoss ablehnen.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Je serai bref car j'ai déjà dit hier ici que la délégation bernoise aux Chambres fédérales est à l'œuvre, elle connaît bien les attentes et les exigences du Conseil-exécutif, elle n'a pas besoin des pressions supplémentaires que suggère cette motion. Au moins avec ce texte, le collègue Knutti reconnaît, une fois n'est pas coutume, que le domaine de l'asile est bel et bien planifié au niveau fédéral, et que le canton n'est qu'une autorité d'exécution des décisions. Le parti évangélique est d'avis qu'une répartition paritaire des réfugiés admis provisoirement n'est pas possible dans la pratique. Nous rejetons donc cette motion et vous invitons à en faire de même.

Christoph Ammann, Meiringen (PS). Es läuft ja bereits im Sinn des Motionärs, auf alle Fälle dort, wo seine Forderungen umsetzbar und rechtlich vertretbar sind. Die Regierung hat in ihrer Antwort deutlich herausgestrichen, wie die Revision läuft. Wir werden in absehbarer Zeit im Asylbereich eine komplette Neuorganisation haben. Die Erstaufnahme und Triage wird Sache des Bundes sein und die Kantone werden in absehbarer Zeit nur noch im sogenannten erweiterten Verfahren für Asylsuchende zuständig sein. Dabei handelt es sich um Leute, die mit sehr hoher Wahrscheinlichkeit die Anerkennung als Flüchtling erhalten werden. In Zusammenhang mit diesem Reorganisationsvorhaben hat die Regierung entschieden und deutlich das Anliegen platziert, dass die Kantone in Zukunft höher entschädigt werden sollen. Das ist ganz im Sinn des Vorstosses von Motionär Knutti. Dieses Anliegen ist aufgenommen und umgesetzt; es braucht nicht noch einmal mit einer Standesinitiative doppelt platziert zu werden. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion folgt der Regierung in ihrer Antwort. Nach unserer Auffassung wurde überzeugend dargelegt, wie künftig die Verbundaufgabe zwischen Bund, Kantonen und Gemeinden im Asylwesen funktionieren soll. Weitere Anpassungen sind entweder nicht möglich oder nicht zielführend. Unsere Fraktion lehnt deshalb die Motion in beiden Punkten ab.

Vania Kohli, Berne (PBD). Es ist aus unserer Sicht müssig, viermal praktisch dasselbe sagen zu wollen oder sagen zu müssen, oder das, was man in einem Mal hätte sagen können, in vier Einzelteilen vorzutragen. Darum hatte die BDP ja auch die gemeinsame Beratung dieser Vorstösse beantragt. Aber wir leben halt die Nachwehen der Wahlen aus, wie die glp dies treffend bemerkt hat. Die BDP wird die Motion ablehnen und zwar auch, wenn sie gewandelt würde. Wir finden das Vorgehen nicht stufengerecht und bitten Sie, dasselbe zu tun.

Etienne Klopfenstein, Corgémont (UDC). Cela fait déjà depuis bientôt plusieurs heures que nous parlons du sujet de la migration et de l'asile, donc nous voyons combien le sujet est important. La situation dans ce domaine-là devient de plus en plus difficile et pratiquement insupportable, non seulement en Suisse ou dans le canton de Berne, mais sur le continent européen dans son ensemble. Pour commencer, le Conseil-exécutif doit insister auprès de la Confédération pour faire respecter les accords qu'elle a signés dans le cadre des négociations Schengen/Dublin. Le motionnaire demande une gestion plus correcte des coûts de l'asile. C'est aussi valable au niveau de la logistique, où nous voyons que nous sommes arrivés à la limite du possible, surtout que le canton de Berne est défavorisé dans la clé de répartition. Pour l'aspect financier, on voit que le Conseil-exécutif reconnaît le problème, puisqu'il est déjà intervenu à ce sujet auprès de la Confédération. C'est pour ces raisons que le groupe UDC soutient cette motion à l'unanimité et vous remercie de votre soutien.

Le président. Gibt es Einzelvoten aus dem Rat? – Das ist nicht der Fall. Damit hat der Polizeidirektor das Wort.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich verweise bei der Antwort der Regierung vor allem auf den ersten Abschnitt. Dort sind die drei Punkte aufgelistet. Der erste Punkt behandelt die geplante Neustrukturierung des Asylwesens, mithin die Asylgesetzrevision auf Bundesebene, die eigentlich abgeschlossen ist. Diese wurde von allen Kantonen in zwei nationalen Asylkonferenzen eindrücklich mitgetragen. Das war wesentlich für die Beratung im eidgenössischen

Parlament und wird dazu führen, dass 60 Prozent aller Asylgesuche auf Bundesebene abschliessend behandelt werden. Diese Personen werden gar nicht auf die Kantone verteilt werden. Das heisst für uns, dass wir inskünftig deutlich weniger eigene Unterkünfte brauchen. Schon nur deswegen stellten sich die Kantone natürlich hinter diese Vorlage. Dazu gehören weiter Kompensationsmodelle. Das ist alles angedacht, vorbereitet und durch die Gesetzesrevision «bödelet». Jetzt wird das Referendum ergriffen und es wird zu einer Verzögerung von voraussichtlich einem Jahr kommen. Ich glaube aber, dass das Volk der Neustrukturierung zustimmt, weil sie eine deutliche Beschleunigung der Verfahren bringt. Wenn Sie anschliessend den zweiten und den dritten Abschnitt der Antwort der Regierung lesen, dann sehen Sie, wie wir auf Kantonsebene auf die Neustrukturierung reagieren und welche Aufträge wir erteilt haben. Wir gehen dort eigentlich auch ganz eng in dem Sinn darauf ein, wie wir bereits seinerzeit in der Motion 101-2015 Seiler antworteten. Und zum dritten Punkt: Die Berner Regierung ist in engem Kontakt mit unseren Parlamentarierinnen und Parlamentariern auf Bundesebene. Unsere Erwartungen und Forderungen sind dort immer wieder eingeflossen. Das ist die eine Schiene. Auf der zweiten Schiene steht der Polizeidirektor als Präsident der KKJPD im direkten Kontakt mit den entsprechenden Kommissionen des Parlaments und auch mit dem EJPD. Er bringt dort seine Forderungen periodisch immer wieder ein. Aber es ist halt ein Gesamt-Meccano. Es muss letztlich für das ganze Land stimmen, weil die Verbundaufgabe Asyl eben eine Verbundaufgabe ist. Ich schulde Herrn Grossrat Knutti noch eine Antwort. Die Zahlen im November sind tatsächlich sehr hoch. Die Grössenordnung beträgt 2900 in den ersten zehn Tagen. Das ist so. Das ist einer der Gründe, warum ich ziemlich deutlich forderte, dass der Bundesrat die Notlage im Asylwesen erklären und den Sonderstab einsetzen soll. In dieser Form wird das zurzeit noch nicht gemacht. Ich bin aber zuversichtlich, dass man den Ernst der Situation im Bundesrat sehr wohl erkannt hat.

Le président. Für die Motionäre hat noch einmal Grossrat Knutti das Wort.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Ich danke dem Regierungsrat für diese Zahlen. Lieber Christoph Grimm, wir können hier leider nicht nur Politik für die Gemeinde Därstetten und das Simmental machen. Die SVP hat eine Gesamtschau gemacht und deshalb sind wir auch klar der Meinung, dass der Druck aufrechterhalten und diese Forderung an den Bund gestellt werden muss. Aber ich bin nach dieser Diskussion doch schon einmal froh, dass die FDP sich wenigstens emotional auf unsere Seite gestellt hat. Wenn ihr uns beim nächsten Vorstoss auch noch zustimmen könnt, sind wir dann auf dem richtigen Weg. Ich bitte Sie, diese Motion zu unterstützen.

Le président. Ich war gerade abgelenkt; wir stimmen über eine Motion ab, ist das richtig, Herr Knutti? – Das ist der Fall. Wer die Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnen will, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 47

Non 83

Abstentions 3

Le président. Sie haben die Motion abgelehnt.